



HAL
open science

L'histoire de l'immigration de travail en région PACA

Yvan Gastaut, Stéphane Mourlane

► **To cite this version:**

Yvan Gastaut, Stéphane Mourlane. L'histoire de l'immigration de travail en région PACA. Faire-Savoirs: Sciences de l'Homme et de la Société en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Association A.M.A.R.E.S éditions, 2017, 2017 (13), pp.57-64. hal-01735154

HAL Id: hal-01735154

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01735154>

Submitted on 2 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'histoire de l'immigration de travail en région PACA

Yvan Gastaut

UMR 8245 URMIS (Unité de recherche Migrations et Société), CNRS, Université de Nice
24 avenue des Diabes bleus, 06357 Nice CEDEX 4

Stéphane Mourlane

UMR 7303 TELEMME (Temps, Espaces, Langages, Europe méridionale-Méditerranée),
CNRS, Aix Marseille Université.

5, rue du Château de l'Horloge - BP 647 - 13094 Aix-en-Provence Cedex 2

Résumé :

Depuis le milieu du XIX^e siècle, la région PACA représente l'un des principaux bassins d'accueil de l'immigration en France. D'abord italienne surtout, mais aussi ensuite espagnole, arménienne, russe puis maghrébine et africaine, cette immigration représente une main-d'œuvre nécessaire à l'essor économique de la région dans les différents secteurs d'activité, industrie, agriculture ou services. La question du logement révèle des conditions d'accueil le plus souvent inappropriées. Les manifestations de xénophobie qui touchent toutes nationalités en constituent une autre facette. Dans ces conditions, les migrants ont toujours affiché le souci de maintenir des liens communautaires structurant un espace transnational avec le pays d'origine. Cette démarche n'est cependant pas incompatible avec la soumission à l'injonction à l'intégration de la société d'accueil. Les manifestations de solidarités entre travailleurs étrangers et français attestent de l'existence de bien des situations cosmopolites dans la région.

Mots-clefs : immigration, travail, logement, xénophobie, cosmopolitisme

Si le territoire de l'actuelle région PACA accueille de très longue date des populations migrantes (travailleurs agricoles saisonniers, pêcheurs, commerçants, saltimbanques...), le mouvement prend un caractère massif à partir du milieu du XIXe siècle. La démographie régionale ne permet pas de fournir suffisamment de main-d'œuvre à la croissance économique nourrie par l'essor du tourisme sur la Côte d'Azur et par le décollage industriel dans les régions de Marseille et de Toulon. Les migrants affluent donc majoritairement vers les zones littorales, même si une partie d'entre eux viennent dans les espaces plus reculés voire montagnards de la région afin de pallier les effets de l'exode rural et d'y maintenir une activité indispensable à l'alimentation des centres urbains qui ne cessent de s'accroître. En effet, le nombre d'habitants se multiplie par six à Nice entre les années 1860 et 1960, par quatre à Marseille, par deux à Toulon. L'urbanisation s'y modifie autant que l'organisation des sociétés devenant de plus en plus cosmopolites par la sédimentation de différentes strates migratoires. Depuis une trentaine d'années, les travaux des historiens autour des deux pôles universitaires de Nice et de Marseille, longtemps animés par les figures de Ralph Schor et d'Emile Temime, rendent compte de cette histoire et nous permettent aujourd'hui de broser à grands traits un tableau où dominent les métropoles niçoise et marseillaise¹.

1. Une immigration variée

Dans le Sud-Est de la France, l'*estrangiè* est d'abord et surtout un Italien. L'immigration transalpine est en effet largement dominante de la seconde moitié du XIXe siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Avant la Grande Guerre, la région et en particulier les départements des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône constituent la principale destination des 1,8 millions Italiens arrivés en France entre 1873 et 1914. Tous ne se sont pas installés durablement, puisqu'on n'en recense *seulement* que 420 000 en 1911. Les historiens peinent encore à saisir avec finesse de mouvement circulaire fait de va-et-vient, de retours ou encore de transit, notamment à Marseille d'où les Italiens s'embarquent pour les Amériques. Il n'en reste pas moins que la population italienne est nombreuse, croissante et influente sur le territoire régional tant par sa culture que ses modes de vie.

¹ Pour une bibliographie détaillée voir la base de données établie dans le cadre du programme d'études engagé par l'ACSE (2005-2008) sur « Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les départements d'outre-mer » sous la responsabilité pour la région PACA par Yvan Gastaut, et complétée dans le cadre du programme MIMED de la Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence (2009-2011) sous la responsabilité de Stéphane Mourlane : <http://bibmed.mmsh.univ-aix.fr/bibthem.aspx>

Dans le département des Alpes-Maritimes, les Italiens sont près de 55 000 en 1901 et jusqu'à 100 000, soit près du quart de la population totale. Dans les Bouches-du-Rhône, ils sont autour de 100 000 dès 1911, un effectif qui se maintient jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; environ 9 Italiens sur 10 résident à Marseille où ils représentent, en tenant compte des naturalisés, environ un quart de la population en 1911. Dans le département du Var, ils sont moins nombreux, autour de 40 000 pendant la première moitié du XX^e siècle, mais ils représentent tout de même 17 à 18 % de la population totale.

Au cours de l'entre-deux-guerres, la présence italienne, toujours prépondérante, voit sa part se réduire au sein d'une population étrangère qui se diversifie. Dans les Alpes-Maritimes, le département hébergeant le plus grand nombre d'étrangers par rapport à la population totale, ils représentent encore les trois-quarts de la population étrangère tandis que dans les Bouches-du-Rhône, leur proportion passe de 90 % à la fin du XIX^e à 62 % en 1934.

Le cosmopolitisme de la région se renforce au gré des soubresauts et des bouleversements géopolitiques en Europe. Les Russes blancs demeurés fidèles au régime tsariste après la révolution bolchévique de 1917 forment ainsi la deuxième communauté étrangère du département des Alpes-Maritimes. Plus encore, et comme au XIX^e siècle, Marseille accueille des exilés de divers horizons qui viennent d'ajouter à d'autres composantes traditionnelles minoritaires de la population étrangère de la ville comme les Suisses ou les Grecs. On trouve aussi des Russes, ainsi que des Arméniens qui fuient le génocide perpétré par l'Empire Ottoman : jusqu'en novembre 1922, ils affluent par petit groupe et se dispersent en ville, mais par la suite le flux s'accroît fortement avant de se stabiliser jusqu'en 1926. La population espagnole déjà présente au lendemain de la Première Guerre mondiale se renforce considérablement au milieu des années 1930 avec le début de la Guerre civile. Marseille devient très vite une plaque tournante dans le dispositif de soutien aux Républicains espagnols. La cité phocéenne est également l'agglomération de métropole qui accueille le plus tôt une population maghrébine de passage ou en résidence. Les premiers « travailleurs coloniaux », surtout d'origine algérienne et plus particulièrement kabyles, sont recrutés par le patronat marseillais dès les premières années du XX^e siècle. Les flux en provenance de l'autre rive de la Méditerranée ne cessent de s'accroître à partir de la Première Guerre mondiale. Particulièrement fluctuante et échappant pour beaucoup aux statistiques officielles, la population « coloniale » de Marseille est difficile à évaluer pendant l'entre-deux-guerres. Selon différentes études, recensements et enquêtes des préfets, elle semble varier de 10 000 à 25 000 résidents, mais ils sont bien plus nombreux à

transiter par le port. C'est cependant à l'heure des indépendances après la Seconde Guerre mondiale que l'immigration maghrébine prend une part prépondérante dans la région. En 1975, la population algérienne de Marseille est évaluée à 35 000 personnes ; les Tunisiens sont 6 000 Tunisiens et les Marocains, 3 000. Encore une fois, la plupart des Maghrébins ne font que passer à Marseille avant de se disperser dans la région PACA et dans l'ensemble de l'Hexagone. Au milieu des années 1970, 5 400 Algériens, 4 100 Tunisiens et 1 800 Marocains sont ainsi recensés à Nice.

La région accueille aussi des migrants venus d'Afrique sub-saharienne : ils sont près de 26 000 présents dans la région depuis le début des années soixante-dix, essentiellement originaires des Comores (sans compter les personnes originaires de Mayotte, Françaises de naissance), du Sénégal et de Madagascar.

Enfin, la région PACA est une terre de présence de populations Rom, de nationalités diverses a régulièrement peuplé le territoire régional, notamment dans sa partie occidentale. Outre certains espaces plus ou moins confinés comme le Plan de Grasse ou autour de l'étang de Berre ou encore en Camargue, les Rom dont la présence est évaluée à environ 2000 personnes dans les Bouches du Rhône au cours des années 1990, vivent également en ville notamment dans le centre de Toulon ou dans les quartiers nord de Marseille.

2. Une main-d'œuvre nécessaire

L'apport de la main-d'œuvre immigrée s'est révélée indispensable au développement économique de la région dans différents secteurs. D'une manière générale, les migrants les plus récemment arrivés occupent les emplois les moins bien rémunérés et les plus pénibles, ce qui conduit à un renouvellement continu des groupes socio-professionnels ainsi qu'à des mouvements de mobilités ascensionnelles.

Dès le milieu du XIX^e siècle, les migrants occupent des emplois industriels, surtout dans la région marseillaise en pleine croissance. En 1881, une enquête menée sur deux bassins industriels importants, la vallée de l'Huveaune et les quartiers nord de Marseille, montre que sur 13 % des ouvriers d'usine que compte la commune, les Italiens représentent 52 %, et la quasi-totalité des ouvriers étrangers. Dans certains villages industriels comme à Roquefort-la-Bédoule cette proportion atteint les deux tiers. Certaines branches les emploient de manière plus fréquente, comme les huileries, les tanneries, les raffineries de sucre, les tuileries ou encore, pour les Italiennes, les filatures. L'importance de la dimension féminine de

l'immigration doit être soulignée : de nombreux métiers sont exercés par les femmes et pas seulement dans le secteur du textile à l'image des cigarières italiennes oeuvrant dans les manufactures de tabac de Nice ou de Marseille.

Comme à La Ciotat dans les Bouches-du-Rhône, les chantiers navals de La Seyne-sur-Mer dans le Var se développent grâce à l'apport de la main-d'œuvre italienne : un employé sur deux en 1887. « Gueules noires » dans les mines de Gardanne, ils sont aussi nombreux parmi les « gueules rouges » qui extraient la bauxite dans la région de Brignoles.

La Première Guerre mondiale est une période de diversification dans les origines des ouvriers d'usine de la région. On y trouve d'autres migrants européens tandis que les Kabyles introduits dès 1907 dans l'huilerie marseillaise préfigurent une tendance à recruter, souvent selon des filières organisées, des ouvriers maghrébins. Dans ce secteur, la part des ouvriers maghrébins passe de 9 % à 27 % entre 1912 et 1930. Il s'agit pour le patronat de compenser les inconvénients d'une main-d'œuvre italienne plus revendicative. Après la Seconde Guerre mondiale, le bassin minier et les sites pétroliers de l'Étang de Berre emploient une grande partie de la main-d'œuvre maghrébine du département des Bouches-du-Rhône. À partir des années 1970, la figure du « travailleur immigré » devient celle de l'ouvrier maghrébin dans les usines comme sur les chantiers.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a d'abord contribué à façonner la figure archétypale du maçon italien. En effet, les migrants transalpins participent au développement des infrastructures de la région au XIX^e siècle : on les retrouve sur les chantiers du canal de Marseille, dans la construction du réseau de chemin de fer. Dans les années 1880, 70 % des ouvriers qui travaillent à la construction de la ligne « central var » (tronçon Draguignan-Meyrargues) sont quasiment tous italiens. Dans la Nice de la Belle époque, l'expansion urbaine permet à près de 10 % des actifs italiens de trouver une embauche dans le bâtiment qui propose une vaste gamme de travaux dans la maçonnerie, la charpente, les aménagements intérieurs ; en 1936, 41% de la main-d'œuvre de ce secteur est italienne. En 1913, on compte 800 Italiens parmi les 2 000 maçons recensés dans le département des Bouches-du-Rhône. Parmi eux, certains créent leur entreprise, ce qui leur permet de passer du statut d'ouvrier à celui d'artisan et parfois, ensuite, à celui de gros entrepreneur, à l'image de la trajectoire de Jean Spada à Nice. Les Espagnols sont surtout des terrassiers. Entre 1955 et 1959 la proportion des Maghrébins dans le BTP passe de 36 à 64 % de la main-d'œuvre des Bouches-du-Rhône. Sur tous les

chantiers de la région, les manœuvres maghrébins sont désormais à la tâche, rejoints par les Africains.

L'artisanat et le commerce représentent également dans les zones urbaines des activités investies par les migrants. L'un des secteurs emblématiques celui de l'habillement et de la parure : cordonniers, tailleurs, chapeliers ou encore coiffeurs sont bien souvent italiens dans l'entre-deux-guerres. L'alimentation et la restauration en constituent un autre pour les Italiens puis pour les Maghrébins notamment. À Marseille, les Africains de l'Ouest occupent les petits métiers marchands. La vivacité de l'artisanat et du commerce s'explique par les besoins propres de la population immigrée, notamment sur le plan alimentaire, mais également par l'importance des liens sociaux qu'il permet de préserver ou reconstruire. Ces aspects tout autant que le rôle joué par ces artisans et commerçants en matière de transferts culturels restent encore largement à étudier par les historiens.

Les métiers des services fournissent aussi de longue date des débouchés aux migrants. Dans les grandes villes, les Italiennes sont domestiques ou nourrices. Les migrants italiens bénéficient du premier essor du tourisme sur la Côte d'Azur qui est évidemment créateur d'emplois, souvent temporaires, au cours de la saison hivernale. Ils sont cochers, garçons de café ou encore gens de service.

En dehors des villes, l'agriculture régionale subsiste et se développe très largement par l'apport d'une main-d'œuvre immigrée. Les saisonniers sont exclusivement des étrangers quelques soient les époques ; seule la composition nationale évolue. Depuis la fin du XIX^e siècle, une immigration permanente de main-d'œuvre italienne mais aussi espagnole dans les arrière-pays niçois et marseillais, dans le Var, le Vaucluse et les Basses-Alpes. Leur condition est souvent précaire, surtout quand ils prennent des terres en métayage. Ils ne cultivent que des parcelles exiguës d'une terre ingrate, abandonnée par les agriculteurs français. À force de travail, ils parviennent néanmoins dans certains cas à la mettre en valeur et à agrandir leur modeste domaine.

3. La question du logement

Quelle que soit leur domaine d'activité, les migrants venus en région PACA connaissent une installation souvent difficile. Certes, la migration s'opère le plus souvent suivant des réseaux

familiaux et villageois qui facilitent l'accès à l'emploi et au logement. Dans les villes, où se forment des pôles d'agrégation en fonction des origines nationales et régionales, l'habitat des migrants est le plus souvent précaire et insalubre. Il peut être situé dans les vieux centres urbains, comme le Vieux Nice ou le quartier de Belsunce à Marseille, qui voient se succéder des différentes vagues migratoires, ou dans les quartiers périphériques. Hors des grands centres urbains, la situation n'est pas meilleure. À la Seyne-sur-Mer, Les Italiens célibataires peuplent les garnis situés tout près des chantiers navals, tous identiques : chambre de 10 à 12 m² qui peut servir en même temps de poulailler. Il faut attendre les années 1930 pour que le chantier naval prenne partiellement en charge la question du logement avec la transformation d'un ancien couvent à proximité du lieu de travail. Aux mines de Gardanne ou dans les villages industriels de la région marseillaise, les ouvriers immigrés bénéficient aussi d'une telle prise en charge qui améliore leur condition de vie.

Mais, d'une manière générale et quelle que soient les époques, le logement constitue un grave problème en raison d'un bâti insuffisant pour accueillir les populations migrantes. L'habitat est souvent transitoire avec des temporalités variables qui peuvent s'inscrire dans la durée. Hier comme aujourd'hui, hôtels, meublés et garnis drainent les hommes célibataires. Des camps se forment, notamment à Marseille, face à l'afflux de certaines populations. Par exemple, le camp Oddo reçoit plus de 2 300 Arméniens fin 1923. Toujours à Marseille, des « enclos » préfigurent dès l'entre-deux-guerres les bidonvilles des Trente Glorieuses : on en compte 24 au début des années 1960. Les bidonvilles essaient dans toute la région et pas seulement dans les grandes villes comme Nice et Toulon. Autour de l'embouchure du fleuve Var à Nice, entre 1964 et 1976 un vaste bidonville peuplé principalement de Tunisiens et de populations rom ne cesse de s'agrandir. Au même moment, le centre-ville de Toulon et encore plus celui de Grasse deviennent en partie insalubres tandis que la ville de Beausoleil jouxtant la Principauté de Monaco est majoritairement composée d'Italiens vivant dans des baraques insalubres. La crise du logement ne permet pas d'accueillir le flux de migrants des années 1950. La précarité et l'insalubrité des bidonvilles, dénoncées par les milieux associatifs ou militants et les médias, suscitent l'indignation et conduisent les pouvoirs publics à prendre des mesures en vue de leur résorption qui est actée au milieu des années 1970 par le Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés. Des foyers « pour travailleurs musulmans » sont construits pour accueillir les célibataires tandis qu'une politique de construction grands ensembles est lancée pour faire face au regroupement familial. L'accès à ce type de logement passe souvent d'abord par cités de

transit car les pouvoirs publics sont convaincus d'une nécessaire phase d'adaptation pour ces populations à la vie en France et à l'habitat collectif. Ces cités, comme celle de Bassens à Marseille, s'installent néanmoins dans la durée et souffrent longtemps de fortes carences en termes d'équipement et de desserte en transports en commun. Le passage du bidonville aux cités ne se fait pas sans difficultés, tant cette forme d'habitat vient déstructurer les formes de solidarités traditionnelles qui du *bled* au bidonville trouvait à se prolonger. En outre, si ces cités accueillent au départ une population hétérogène tant du point de vue social qu'ethnique, les dynamiques classiques de départ des classes moyennes, remplacées par des populations à plus faibles ressources, notamment étrangères (maghrébines puis comoriennes à partir du milieu des années 1980), sont rapides. Tout aussi rapide est la dégradation du bâti qui s'ajoute aux carences en termes d'équipements collectifs.

Avec la construction des "grands ensembles" au cours des années 1960 et 1970 naissent des quartiers dits "sensibles" qui focalisent l'attention publique autour des questions liant le logement et l'interculturel. C'est le cas par exemple pour les quartiers nord de Marseille, la cité Berthe à la Seyne-sur-Mer, la Zaïne à Vallauris ou encore l'Ariane à Nice.

4. Entre xénophobie et solidarités

Des attitudes de rejet ne vont pas manquer de se manifester dans la région PACA à l'encontre des populations migrantes. Revers de la médaille du cosmopolitisme, l'acceptation de la diversité culturelle est le fruit d'un parcours chaotique. Dans le monde du travail le rejet de l'étranger, considéré comme un concurrent déloyal, est une donnée régulièrement repérée dans les archives : les rixes entre ouvriers français et italiens ne sont pas rares dans le dernier quart du XIX^e siècle. Par exemple, à Marseille en juin 1881, trois jours durant des actes de violence prennent pour cible les Italiens occasionnant la mort de trois d'entre eux, au cours de ce qu'on qualifie de « vêpres marseillaises ». Affublés de nombreux stéréotypes, les Italiens sont perçus comme difficilement intégrable à la France : ils sont des « christos » pratiquant la religion catholique de manière fanatique, des « Macaronis » mangeurs de pâtes ou des manieurs de couteau. Ou bien encore anarchistes, susceptible de porter la violence sur le sol régional. D'une manière générale et tout au long du XX^e siècle, la figure de l'immigrée est associée à celle du criminel. Plus diffuse en dehors des centres industriels, ce racisme est néanmoins partagé dans l'ensemble de la région, jusque dans les zones plus rurales ou le migrants de passage et a fortiori

s'il s'installe est accueilli avec méfiance voire hostilité. Outre les Italiens, Arméniens, Espagnols et autres « Levantins » subissent eux aussi des vexations pendant les années trente.

Le mécanisme reste le même après la Seconde Guerre mondiale avec un développement du racisme anti-arabe qui gagne l'ensemble de la région PACA en réaction à l'arrivée massive de migrants d'abord coloniaux puis « Nords-Africains » puis « Maghrébins ». Aggravé par les rancœurs liées à la décolonisation des actes violents se développent au cours des années 1970 : Marseille et Grasse pendant l'été 1973 sont le théâtre de « ratonnades » encouragées par une partie de l'opinion publique. Plus tard, c'est l'immigration clandestine qui est fustigée, les regards se tournant vers la frontière de Menton ou le port de Marseille afin de demander plus de contrôle face à ce que d'aucuns comparent à une « invasion », un terme déjà fréquemment évoqué à au début du siècle à propos des Italiens.

Outre les « Arabes » cible principale, d'autres populations souffrent de xénophobie, tel les Yougoslaves, arrivant nombreux dans la région au cours des années soixante, de même que les populations subsahariennes ou rom.

Face à l'épreuve du déracinement et à l'hostilité plus ou moins déclarée des populations locales, les migrants trouvent dans leur communauté d'origine le réconfort et l'expression de formes de solidarités. Le regroupement dans les mêmes quartiers, les mêmes rues, participent de ces liens informels qui se nouent, surtout pour les hommes, notamment dans les cafés. Cette sociabilité passe par des pratiques de divertissement : le jeu, la musique et la danse en sont les principales déclinaisons. Dès le XIX^e siècle les Italiens importent leurs jeux de carte, comme la *Morra* ou le *Scopone*. Les Maghrébins, quant à eux, ont une affection particulière pour les dominos. On se rassemble aussi autour des lieux de culte. Les Italiens sont accompagnés de missionnaires afin de surmonter la barrière de la langue, notamment au confessionnal, mais aussi de leur proposer une liturgie, plus ostentatoire, symbolisée par le goût de la procession, pratiquée au pays. Au-delà de la seule tâche spirituelle, ces missionnaires prennent en charge l'assistance sociale. Les Arméniens et les Russes trouvent également dans l'Eglise un pôle fédérateur et structurant ; des lieux de culte parfois imposant comme la cathédrale Serpotz Tarkmantchatz à Marseille ou cathédrale Saint-Nicolas à Nice. Le culte musulman est rendu moins visible, en dépit d'une communauté croissante, en raison du peu de mosquées dont l'implantation est souvent jugée avec réticence.

Le regroupement en association permet par ailleurs le maintien de solidarités, le souvenir du pays d'origine et le développement d'activités culturelles. A l'image des sociétés de secours

mutuels italiennes, des associations affichent une fonction d'entraide. Les associations compatriotiques arméniennes entendent non seulement retrouver dans l'exil des liens anciens, mais aussi apporter un soutien à leurs membres en particulier au moment de la crise des années trente. Plus tard, l'*Association des Marocains de France*, fondée en 1961, intervient à Marseille par la constitution d'un fond de solidarité, par l'aide au logement ainsi qu'en délivrant des cours d'alphabétisation. Dans d'autres cas, ces associations ont une fonction récréative, comme les nombreuses associations musicales italiennes ou les clubs sportifs communautaires. Les consulats des pays d'origine s'emploient à exercer une tutelle sur ce tissu associatif accentuant son caractère transnational. Le cas le plus abouti est celui des consulats italiens, qui sous la coupe fasciste, rassemble dans de très nombreuses villes de la région tous les organismes et toutes les associations de l'émigration dans des *Case d'Italia*.

L'associationnisme se double souvent, quelques soient la nationalité d'origine, d'un engagement militant, politique ou syndical qui renforce tout à la fois les liens à la communauté d'origine et le processus d'intégration à la société d'accueil.

À la xénophobie ouvrière se mêle en effet une solidarité entre ouvriers français et étrangers dès la fin du XIX^e siècle. Au nom de l'internationalisme ouvrier, l'union se fait dans des mouvements de grève porteurs de revendications en faveur d'une égalité de traitement notamment salarial. La succession de grèves menées sur le port de Marseille entre 1883 et 1901 et la mise en place de structures collectives aboutissent même en 1901 à la création d'un syndicat international. Jusqu'aux années 1970, la mobilisation reste majoritairement placée sous la houlette des syndicats français. Le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), créé en 1970 à Marseille, proche de la gauche prolétarienne, se mobilise à la fois contre le racisme mais aussi sur les conditions de travail. L'engagement n'est toutefois pas sans risque, fortement surveillé, il peut mener au chômage ou à l'expulsion. Dans ces conditions, il n'est souvent le fait que d'une minorité, certes très visible, mais qui fait face à une majorité plus silencieuse soucieuse de se plier à l'injonction intégrationniste, voire assimilationniste, de la société d'accueil tout en maintenant un attachement à la culture d'origine.

Conclusion

De ce rapide panorama historique des immigrations dans la région PACA à l'époque contemporaine se dégage quelques lignes de forces, mais aussi quelques autres encore en

pointillés. Il convient tout d'abord d'insister sur l'apport indispensable de cette main-d'œuvre pour l'économie régionale, même si celui a pu être remis en cause en période de crises, des années 1890 aux années 1970 en passant par les années 1930. En dépit de conditions d'accueil souvent peu favorable et de fortes discriminations, quel que soit la nationalité ou la religion, l'intégration sociale s'est opérée progressivement. Les historiens ont d'ailleurs largement porté l'attention sur ce processus suivant une dynamique historiographique, qui entre histoire politique et histoire sociale, a fait de l'intégration un paradigme épistémologique. Loin de remettre en cause ce type d'approche, il convient sans doute aujourd'hui d'élargir le spectre de l'analyse sous l'influence des autres sciences sociales et de la prévalence historiographique de l'histoire culturelle. Il s'agit ainsi de rendre compte de la fluidité et de la plasticité non seulement des mouvements migratoires mais aussi des identités. Au niveau régional, il convient aussi d'éclairer certaines zones encore dans l'ombre, du point de vue des territoires (où dominant les études sur Marseille et Nice), des populations (le nombre de recherches par groupe national est proportionnel à l'importance et à l'ancienneté de leur migration) et des temporalités (où la période l'entre-deux-guerres apparaît surreprésentée). Les historiens ont donc encore de la besogne dans leurs ateliers où soufflent les vents tumultueux des enjeux contemporains.